

**SRL Christian NEVEUX, Julien ROGER et
Associés**

Réviseurs d'Entreprises

7970 BELOEIL
Première rue Basse, 52

Adresse de correspondance :
Rue grande, 62/1 à 7330 SAINT GHISLAIN

RAPPORT DE TRANSPARENCE 2024 SUR LES COMPTES 2023

1. INTRODUCTION

Conformément aux dispositions légales précitées, nous établissons le présent rapport sur base de la dernière clôture de la situation comptable au 31 décembre 2023 – non encore publiée - du cabinet de révision. La structure de ce rapport se conforme au minimum aux dispositions de l'article 13 § 2 du règlement (UE) n° 537/2014.

Le rapport répond également aux articles L1523-24 §3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et 20 bis §3 du décret du 12 février 2004 relatif aux Commissaires du Gouvernement.

La société à responsabilité limitée « Christian NEVEUX, Julien ROGER & Associés, Réviseurs d'Entreprises » clôture ses comptes au 31 décembre de chaque année. Les derniers comptes annuels approuvés et publiés portent sur les comptes au 31 décembre 2022.

2. STRUCTURE JURIDIQUE ET PROPRIETE

Dénomination

La société est une société à responsabilité limitée de droit belge connue sous la dénomination sociale de « Christian NEVEUX, Julien ROGER & Associés, Réviseurs d'Entreprises ».

Historique

La société a été créée en tant que société privée à responsabilité limitée suivant l'acte notarié du 31 juillet 2000. La dernière modification statutaire a été réalisée en date du 13 janvier 2021.

Registre des personnes morales – numéro d'entreprise – numéro de TVA

La société est immatriculée au registre des personnes morales de Hainaut, division Tournai. Elle est connue auprès de la banque carrefour des entreprises sous le numéro d'entreprise 0472.565.984. La société est sujette à la TVA sous le numéro de TVA BE 0472.565.984.

Registre de l'IRE

La société est enregistrée depuis 2002 auprès de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises sur la liste des personnes morales sous le numéro B00499.

Capital social et actionariat

Les capitaux propres statutairement indisponible s'élèvent à 15.947,33 EUR. Ils sont représentés par 200 actions.

En rémunération des apports, deux cent (200) actions ont été émises. Les actions sont réparties en :

- 1- cent actions (100) de catégorie A,
- 2- cent actions (100) de catégorie B.

Les actions de catégorie A, numérotées de 1 à 100 :

- confèrent chacune le droit de vote ;
- donneront droit exclusif sur les réserves de liquidation existantes au trente-et-un décembre deux mille vingt (31/12/2020) suite à l'affectation de l'assemblée générale qui aura lieu en 2021.

Les actions de catégorie B, numérotées de 101 à 200 :

- confèrent chacune le droit de vote ;
- confèrent les mêmes droits et avantages que les actions de catégorie A, à l'exception des droits sur les réserves de liquidation existantes au trente-et-un décembre deux mille vingt (31/12/2020).

Les personnes suivantes sont les actionnaires de la société :

Christian NEVEUX : 100 actions de catégorie A

SComm. Julien Roger Réviseur d'Entreprises : 99 actions de catégorie B

Julien ROGER : 1 action de catégorie B

Siège social

Le siège de la société est établi à rue Première Rue Basse 52, 7970 Beloeil.

Données de contact

Rue Grande 62b, 7330 Saint-Ghislain

Tél. : 0032 (0) 65/529.660

E-mail : christianneveux@gmail.com / roger.julien@reviseurneveux.be

3. RESEAU

Ni le cabinet, ni les associés individuels ne sont membres d'un réseau national ou international de cabinet d'audit et/ou autres cabinets de révision, prestataires de services.

4. GOUVERNANCE

La gouvernance au sein du cabinet de révision s'exerce au travers des organes suivants :

- L'Assemblée générale des actionnaires
- L'Organe d'administration

L'Assemblée générale dispose des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et par les statuts et notamment les pouvoirs fondamentaux relatifs à toutes les décisions structurelles et stratégiques fondamentales pour le cabinet : modification des statuts, nomination, révocation et rémunération des administrateurs ; approbation des comptes et budgets ; modifications du capital ou de la structure (fusion, scission, etc.) ; agrégation et exclusion officielle d'associés ; désignation des administrateurs.

La société est administrée par Christian NEVEUX et Julien Roger Réviseur d'Entreprises SComm., comme représentant permanent Julien ROGER

Les administrateurs disposent des pouvoirs de gestion et d'administration qui lui permettent de réaliser l'objet social du cabinet de révision dans le cadre fixé par l'Assemblée générale des associés.

5. SYSTEME INTERNE DE CONTROLE QUALITE

Le cabinet de révision a mis en place un système interne de contrôle qualité basé sur la norme ISQC 1 et plus récemment ISQM depuis le 15 décembre 2023.

Le système interne de contrôle qualité comprend des politiques et des procédures.

Le soussigné, Julien ROGER, administrateur de la société, confirme qu'il est d'avis que le système interne de contrôle qualité, institué au sein de la société, en application de l'article 13 § 2, d) du règlement (UE) n° 537/2014, fonctionne de manière efficace et apporte une assurance raisonnable qu'il reprend les points a) et b) du premier paragraphe.

6. CONTROLE DE QUALITE EXTERNE

Chaque cabinet de révision fait régulièrement l'objet d'un contrôle de qualité externe, organisé et effectué depuis le 1^{er} janvier 2017, par le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises, en application de l'article 32 de la loi du 7 décembre 2016.

Ni le cabinet Christian NEVEUX, Julien ROGER & Associés, Réviseurs d'entreprises, ni un de ses associés n'ont fait l'objet, pendant les dix dernières années, d'une procédure disciplinaire.

7. MANDATS DE COMMISSAIRE AUPRES D'ENTITES D'INTERET PUBLIC

Les entités d'intérêt public pour lesquelles Christian NEVEUX, Julien ROGER & Associés, Réviseurs d'entreprises ont effectué un contrôle légal des comptes en vertu du Code des sociétés et des associations, et le cas échéant, précisés en vertu de lois spéciales (établissements de crédit, entreprises d'assurance, etc.), sont les suivants : Nihil

Nous notons que nous avons réalisé les missions suivantes pour les intercommunales ou sociétés de logement.

1. **Liste des Intercommunales pour lesquelles le cabinet a effectué un contrôle légal des comptes pour l'exercice écoulé en 2022 :**
 - Intercommunale médico-sociale de Wallonie Picarde (IMSTAM) - Commissaire
2. **Liste des sociétés de logements (SWL) pour lesquelles le cabinet a effectué un contrôle légal des comptes pour l'exercice écoulé en 2022 :**
 - Le Logis Dourois - Commissaire

8. INDEPENDANCE

Le cabinet de révision est tenu de respecter les principes fondamentaux d'objectivité, d'intégrité et de professionnalisme. Vis-à-vis des clients d'audit, l'indépendance constitue le fondement même de ces exigences.

Lignes directrices

Les politiques globales du cabinet de révision en matière d'indépendance comprennent toutes les règles prévues dans la loi du 7 décembre 2016 et reprise dans notre Manuel relatif au système interne de contrôle qualité.

Les politiques et leurs directives sont évaluées et revues en cas de modifications, notamment amendements de la législation et de la réglementation ou amendements à la suite de circonstances opérationnelles.

Pratiques en matière d'indépendance

Les règles d'indépendance en vigueur au sein du cabinet de révision tiennent compte des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Dès leur entrée en fonction, les personnes qui rejoignent le cabinet s'engagent à respecter les règles et principes relatifs à l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises, parmi lesquelles figurent les règles d'indépendance.

Le suivi du respect des procédures d'indépendance est assuré par les moyens suivants :

- Gestion des conflits d'intérêts :
Les règles du cabinet définissent avec précision les situations de conflits d'intérêts dans lesquelles il est interdit d'intervenir et celles dans lesquelles des mesures de sauvegarde, telles que l'obtention de l'accord des parties concernées ou la mise en place de règles de gestion de la confidentialité, sont requises.
- Vérification interne du respect des règles d'indépendance :
Le soussigné, Julien Roger, administrateur de la société, confirme qu'une vérification annuelle interne du respect de ces règles d'indépendance a été effectuée le 1 septembre 2023 (et plus tard

au cours des 365 jours suivants pour les collaborateurs rentrés en service après cette date), en application de l'article 13, §2, g) du règlement (UE) n° 537/2014.

Rotation interne et externe

Les dispositions en matière de rotation instaurées par la législation belge, ont été mises en œuvre pour les entités d'intérêt public (EIP) contrôlées par le cabinet.

Concernant la rotation (externe) du cabinet de révision, conformément aux dispositions légales belges, le cabinet de révision a prévu la rotation du cabinet

- a. lorsque 3 mandats consécutifs (9 ans) ont été exercés auprès d'une EIP ;
- b. lorsque, en cas d'appel d'offres public à l'issue du 3^{ème} mandat, 3 mandats supplémentaires (18 ans) ont été exercés auprès de la même EIP ;
- c. lorsque, en cas de contrôle conjoint avec un collège de commissaires à l'issue du 3^{ème} mandat, 5 mandats supplémentaires (24 ans) ont été exercés auprès de la même EIP.

A la suite d'une rotation, le cabinet de révision remplacé ne peut à nouveau participer au contrôle légal qu'à l'issue d'une période minimale de quatre ans (délai de viduité).

En vertu de la loi du 7 décembre 2016, le cabinet a également prévu la rotation du ou des représentants permanents du cabinet de révision tous les six ans pour les EIP ou leurs filiales importantes, belges ou étrangères. A la suite d'une rotation, le ou les réviseurs d'entreprises remplacés ne peuvent à nouveau participer au contrôle légal qu'à l'issue d'une période minimale de trois ans (délai de viduité).

Concernant la rotation des membres du personnel et/ou des associés, en application du règlement (UE) n° 537/014 et de la loi du 7 décembre 2016, le cabinet de révision a mis en place un mécanisme de rotation progressive des membres les plus élevés de la hiérarchie qui participent au contrôle légal, en ce inclus les réviseurs d'entreprises qui participent à la mission de contrôle.

9. FORMATION PERMANENTE

Le cabinet de révision organise la formation continue des réviseurs d'entreprises au travers d'un programme établi chaque année. Ce programme interne s'ajoute au programme annuel de formation continue de l'ICCI.

Il est, en outre, soumis pour approbation à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises afin de pouvoir s'intégrer dans le programme de formation minimum obligatoire imposé à la profession en Belgique.

Le soussigné, Julien Roger, administrateur de la société, confirme conformément à l'article 13, § 2, h) du règlement (UE) n° 537/2014 que la politique de formation suivie par le cabinet de révision permet à ses réviseurs d'entreprises de respecter les articles 27, 32, 52, §1, 4°, et 79 de la loi du 7 décembre 2016.

10. INFORMATION FINANCIERE

Les comptes annuels de notre cabinet sont publiés annuellement sur le site de la Banque Nationale de Belgique (www.bnb.be).

Le cabinet de révision n'étant pas membre d'un réseau, seules les informations financières du cabinet de révision sont communiquées ci-dessous (année close 31 décembre 2023) en KEUR :

Capitaux propres	250 KEUR ¹
Total de l'actif	392 KEUR ²
Chiffre d'affaires	564 KEUR
Nombres de personnes occupées	4 ETP
UBO et administrateurs	2

Les honoraires perçus au cours de l'exercice social clos le 31.12.2023 se ventilent comme suit :

Missions permanentes de contrôle légal des comptes annuels	257 KEUR
Missions permanentes de contrôle légal des comptes consolidés	0 EUR
Autres missions légales	244 KEUR
Missions de conseil fiscal	0 EUR
Autres missions	63 KEUR

11. BASES DE LA REMUNERATION DES ASSOCIES

La rémunération des associés est déterminée sur la base des résultats. Elle ne dépend en aucune manière des résultats des contrôles légaux des comptes ou d'autres aspects pouvant représenter un risque pour l'indépendance du cabinet de révision.

Conformément à l'article 19, § 1er, 10°, les revenus que le réviseur d'entreprises tire de la fourniture de services autres que des missions révisorales à l'entité contrôlée ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des performances.

12. ACTUALISATION

Les éléments d'information repris dans ce rapport de transparence ont été actualisés jusqu'au 15 janvier 2024 y compris.

Fait à Saint-Ghislain et disponible sur demande au cabinet de révision en date du 15 janvier 2024.

Christian NEVEUX, Julien ROGER & Associés, Réviseurs d'entreprises SRL

Christian Neveux
(Signature)

Signature numérique de
Christian Neveux (Signature)
Date : 2024.01.15 10:15:12
+01'00'

Représenté par Christian NEVEUX

Administrateur de la société

Julien Roger
(Signature)

Signature numérique de
Julien Roger (Signature)
Date : 2024.01.15 09:40:25
+01'00'

Représenté par Julien ROGER

Administrateur³ de la société

¹ A la date de ce rapport, les chiffres clos au 31.12.2023 n'ont pas été approuvés par l'assemblée générale ordinaire. Nous indiquons ici les chiffres clos au 31.12.2022, publiés à la BNB.

² Idem

³ Via sa société